

IGF

Forum de la Gouvernance d'Internet

Tunisie



Rapport

2013

Sommaire

1. Context	3
2. Appel à proposition d'ateliers	3
3. Thèmes retenus	4
4. Synthèse des débats	5
Session plénière introductive	5
Atelier 1 : La gouvernance d'Internet	6
Atelier 2 : L'Internet : est il un service public ?	7
Atelier 3 : Internet en Tunisie: droits et obligations	8
Atelier 4 : Internet comme levier de croissance et de développement économique	9
Session de clôture :	9
Annexe : Programme de la journée	10

1. Contexte

Le Forum de Gouvernance d'Internet (*Internet Governance Forum – IGF*) a été créé en 2006 conformément aux résultats du Sommet Mondial sur la Société de l'Information. Le but de ce Forum, tel qu'établi par les directives de l'Agenda de Tunis 2005, est d'engager les acteurs concernés par Internet dans un dialogue sur les questions de gouvernance de l'Internet.

L'IGF est une instance de concertation, neutre et multi-acteurs et ne remplace pas les mécanismes, institutions ou organisations déjà existants, en charge du fonctionnement d'Internet. L'IGF global se tient annuellement, à l'échelle mondiale, et traite des thèmes identifiés annuellement suite à des concertations menées par le Groupe Consultatif Multi-acteurs (*Multistakeholder Advisory Group – MAG*).

L'IGF est également organisé aux échelles régionales, sous-régionales et nationales, à l'initiative des acteurs concernés, en conformité avec le format international de l'IGF.

À l'échelle nationale, l'IGF Tunisien a été créé le 04 septembre 2012 et le MAG de l'IGF national Tunisien, a été élu lors de l'assemblée générale électorale qui a eu lieu le 30 mars 2013. Dans le cadre de son plan d'actions pour l'année 2013, le MAG de l'IGF Tunisien a tenu, le 12 décembre 2013 dans un hôtel de la ville de Tunis, la première édition de l'IGF national Tunisien pour l'année 2013 avec la participation de 98 personnes représentant toutes les composantes du tissu local des entreprises, associations et établissements académiques concernés par le monde Internet.

2. Appel à proposition d'ateliers

Dans le cadre d'une approche ouverte et participative, le MAG de l'IGF Tunisien a eu recours à un appel à propositions public pour le choix d'organiseurs d'ateliers qui seront animés lors de la journée 12 décembre 2013 parmi les parties concernées par les questions de gouvernance d'Internet (gouvernement, secteur privé, société civile et académies). L'appel à propositions pour l'organisation d'ateliers a été lancé le 20 septembre 2013.

Les organismes et institutions ont été donnés jusqu'au 18 octobre 2013 pour envoyer leurs candidatures. Le MAG a procédé à la sélection de propositions qui ont répondu aux critères assurant une adéquation avec les thèmes du forum choisis.

3. Thèmes retenus

Les thèmes retenus pour cette session de l'IGF après la phase de consultation publique ont tourné autour des aspects techniques de la gouvernance d'Internet, des droits et obligations en relation avec le service Internet, son caractère public ainsi que ses enjeux en tant que levier de croissance économique tel que décrit au niveau du tableau ci-après.

Thèmes	Sous-thèmes
1. La gouvernance d'Internet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Principes, format et enjeux 2. Rôle des acteurs dans la gouvernance d'Internet 3. L'implication de la Tunisie dans les institutions internationales de la gouvernance d'Internet 4. Impact de la gouvernance sur le développement d'Internet
2. Internet comme levier de croissance et de développement économique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Internet en tant que plateforme de business 2. Le contenu sur Internet 3. E-commerce et paiement en ligne 4. L'économie d'Internet
3. Internet en Tunisie : droits et obligations	<ol style="list-style-type: none"> 1. La réglementation et la régulation d'Internet 2. La cyber-sécurité et protection de la vie privée 3. Régulation des ressources critiques d'Internet
4. L'Internet est-il un service public ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'accès à Internet en Tunisie 2. La qualité de l'Internet en Tunisie 3. La stratégie nationale pour le développement d'Internet 4. Liberté d'expression sur Internet

Tableau n°1 : Thèmes des ateliers de la session 2013 de l'IGF Tunisie

4. Synthèse des débats

La session 2013 du forum national de la gouvernance d'Internet, qui a été sponsorisée par Tunisie Télécom, l'Instance Nationale des Télécommunications, Google et ISOC Tunisie, a été organisée en une session plénière introductive suivie de quatre ateliers : deux ateliers parallèles pour la session matinale et deux ateliers parallèles pour la session de l'après midi. La dernière session a été consacrée à la clôture de l'évènement.

Session plénière introductive :

La session plénière introductive a été modérée par Mme Wafa Dahman Zaafour, vice présidente du MAG et chef du département ressources rares à l'Agence Tunisienne d'Internet (ATI). M. Farouk Kamoun – président du MAG de l'IGF Tunisien et président de l'université SESAME- a prononcé un discours d'ouverture- à travers lequel il a souhaité la bienvenue à tous les présents et salué les efforts tunisiens qui ont abouti à la création de l'IGF national comme étant l'une des toutes premières initiatives dans le monde arabe, à la vulgarisation et la consécration des principes d'ouverture, de transparence et de multi actorismes, clés de voûte d'un modèle de gouvernance d'Internet réussi. M. Kamoun a également insisté sur la nécessité de l'implication de toutes les parties prenantes pour instruire et enrichir les débats et les réflexions au sein de l'IGF national Tunisien. La parole a ensuite été donnée à M. Ridha Guellouz, membre du MAG et président de l'Association Tunisienne des Technologies de l'Information et de la Communication (ATTIC), qui a assuré une présentation autour de la genèse, des principes et des perspectives des IGF. Dans sa présentation, M. Ridha Guellouz a indiqué que les débats autour de l'idée de créer des IGF (nationaux, régionaux, global, etc) bien que formulée dans les recommandations issues du sommet mondial sur la société de l'information étaient bien antérieures à cet évènement. Il a ensuite indiqué que les acteurs concernés par ces notions de gouvernance d'Internet (pouvoirs publics, secteur privé, société civile, milieu universitaire et organisations internationales) sont appelés à collaborer afin d'arriver à un terrain d'entente autour des sujets et des questions d'intérêt les plus chaudes telles que l'administration des fichiers et de la zone racine, la stabilité et la sécurité d'Internet, le renforcement des capacités, la gestion des ressources Internet, la liberté d'expression, etc. Avant de conclure M. Guellouz a rappelé le cadre dans lequel l'IGF tunisien a été créée tout en expliquant son mandat et en présentant son mode de fonctionnement. En conclusion, M. Ridha Guellouz a formulé un certain nombre d'interrogations qui se rapportent au processus d'évaluation du SMSI notamment par rapport à l'évaluation des 11 lignes d'action de l'Agenda de Tunis, à la coopération renforcée et au bilan et perspectives de l'IGF.

L'intervention suivante était celle de M. Mohamed Ben Amor, chargé de Mission auprès du Ministre des Technologies de l'Information et de la Communication et dont la présentation a été réservée à la présentation du rôle des gouvernements dans la promotion des IGF nationaux. M. Mohamed Ben Amor a mis en évidence l'existence d'une zone d'interaction entre les deux et a indiqué dans sa présentation que la zone

d'interaction entre le gouvernement et l'IGF porte généralement sur trois volets : un volet politique et stratégique qui se rapporte notamment au développement des infrastructures et de l'accès, le renforcement des capacités et le développement des compétences, un volet réglementaire qui touche à régulation des transactions électroniques, au respect des droits et libertés fondamentales et finalement un volet technique qui inclut entre autres le nommage et d'adressage, la protection de l'espace cybernétique ainsi que le contrôle de la qualité et des tarifs d'accès. Ensuite, M. Ben Amor a passé en revue les mécanismes d'appui et de soutien apportés par les gouvernements aux IGF et qui le sont, selon lui, en trois phases : avant la création de l'IGF par la préparation d'un environnement propice et par la fourniture des efforts nécessaires pour la création, pendant les forums par la contribution effective aux travaux du forum et finalement après la création de l'IGF par la promotion à l'échelle nationale et internationale.

La dernière intervention de la session introductive a été assurée par M. Khaled Koubaa, membre du MAG et manager chargé des relations publiques et gouvernementales pour la région du nord Afrique à Google. Dans son intervention M. Khaled Koubaa a traité de l'approche technique de la dimension multi-acteurs de la gouvernance d'Internet.

Suite à ces interventions et toujours dans le cadre de la séance d'ouverture, les participants ont exprimé leurs opinions et ont adressé des questions aux intervenants.

La session plénière introductive a été suivie de quatre ateliers auxquels ont pris part des spécialistes de diverses origines (administration, secteur privé, société civile, académiciens) et de divers corps de métier (juristes, ingénieurs, économistes, etc.).

Atelier 1 : La gouvernance d'Internet

Ce premier atelier, organisé par ISOC Tunisie, qui a traité de la gouvernance d'Internet, a été modéré par M. Mondher laabidi, membre du MAG et président d'ISOC Tunisie. En premier lieu, M. Fahd Battayneh, coordinateur régional à ICANN, a présenté le format et les enjeux des forums de gouvernance d'Internet. M. Fahd Battayneh a également insisté sur l'implication de l'ICANN dans la région du moyen orient son soutien inconditionné aux initiatives IGF régionales et nationales.

Ensuite, M. Atef Loukil, business development manager, à OneTech et membre du MAG s'est intéressé aux impacts de la gouvernance sur le développement d'Internet. Après avoir présenté quelques chiffres clé sur la pénétration mondiale de l'Internet et après avoir passé en revue l'architecture globale à travers laquelle ce service est fourni, M. Loukil a mis en évidence la croissance accrue qu'acquiert Internet en présentant le nombre phénoménal d'évènements qui se produit chaque seconde sur le net. Par la suite, M. Atef a consacré la partie la plus importante de sa présentation à la définition de la gouvernance d'Internet et à ses enjeux économiques, sociaux et politiques.

Mlle Sihem Trabelsi, chef de la division QoS et Internet à l'Instance Nationale des

Télécommunications et membre du MAG a enchainé avec une autre présentation sur le même sujet en s'intéressant cette fois-ci aux acteurs de la gouvernance d'Internet et à l'implication de Tunisie dans le processus mondial de la gouvernance. Selon la présentation de Sihem Trabelsi, le contexte de la gouvernance d'Internet inclut quatre principales composantes : une composante qui repose sur les normes et standards, une composante basée sur ressources d'adressage et de nommage, une composante liée aux pouvoirs publics et finalement une composante impliquant les grandes puissances économiques. Pour ce qui est des acteurs ayant une contribution directe dans le processus de la gouvernance d'Internet, ils ont été classés selon Sihem Trabelsi en cinq catégories : des entreprises publiques, des entreprises privées, des services techniques, des services d'adressage et des associations gouvernementales. Un bilan sur la présence et la participation effective de la Tunisie dans les travaux de ces organismes a été dressé : il a mentionné que le Tunisie est carrément absente d'organismes de standardisation comme l'IETF et le W3C tandis qu'une contribution et participation quasi satisfaisante a été enregistrée par rapport aux organismes de nommage et d'adressage (ICANN et IANA) ainsi que ceux traitant directement de la gouvernance d'Internet (ISOC, IGF global et arabe). En conclusion, Mlle Sihem Trabelsi a invité les tous les acteurs concernés (en particulier le secteur privé et les académies) à contribuer et à être présents dans les instances de normalisation et de standardisation et à améliorer la qualité de contribution tunisienne.

La dernière intervention de cet atelier a été assurée par M. Khaled Koubaa. Dans son intervention M. Khaled Koubaa a passé en revue le rôle des différents acteurs ayant une intervention directe dans le domaine de la gouvernance d'Internet telles que les instances internationales, les gouvernements, les universités. Il a particulièrement insisté sur la nécessité d'une réelle implication de toutes ces parties afin de garantir un Internet stable, ouvert et évolutif.

Atelier 2 : L'Internet : est-il un service public ?

Organisé par la Fédération Méditerranéenne des Associations d'Internet (FMAI), cet atelier a été modéré par M. Kamel Karoui, maître assistant réseaux informatiques à l'Institut National des Sciences Appliquées et de Technologie (INSAT). La première intervention pour cet atelier a été assurée par M. Tijani Ben Jemaa, directeur exécutif de la FMAI, qui a présenté une communication sur le thème « Accès à Internet pour tous (contenu et connectivité) ». L'intervention de M. Tijani a mis en évidence la nécessité de renforcer les accès Internet en Tunisie aussi bien en terme de capacité qu'en terme de qualité et de rendre leurs prix plus accessibles. Il a également indiqué que la migration vers l'IPv6 est devenue une nécessité sur laquelle il faut travailler d'une manière urgente.

Mme Wafa Dahmani, Vice présidente du MAG et chef du département des ressources rares à l'ATI, s'est ensuite exprimée sur la stratégie nationale de développement de l'Internet en Tunisie. Elle a indiqué que plusieurs questions ont été posées sur la

réunion stratégique qui a eu lieu à Tabarka en juin 2013 et dont aucun rapport n'a été rendu public tout en insistant sur la nécessité de rendre publics ses résultats.

Mme Fatma Kilani, experte en communication, a traité de la liberté d'expression sur Internet en passant en revue rapidement l'historique de la censure en Tunisie jusqu'à la libéralisation d'Internet après la révolution. Elle a toutefois indiqué qu'il faudrait rester vigilant quant à la démocratie qui s'avère parfois hypocrite en insistant sur la nécessité de promulguer les textes réglementaires nécessaires

Mme Khadija Rameh, maître assistant à l'École de l'Aviation de Borj El Amri (EABA), a ensuite couvert le thème de la sécurité des utilisateurs et confidentialité des données. Mme Rameh a mis l'accent sur l'importance de la protection des données personnelles sur Internet et a présenté plusieurs techniques qui pourraient aider les utilisateurs à protéger leurs données personnelles sur Internet.

Atelier 3 : Internet en Tunisie: droits et obligations

Cet atelier a été organisé par le laboratoire de recherche CNRS et UPMC Sorbonne et modéré par Mme Meryem Marzouki, Chercheur dans le même laboratoire. M. Chawki Gaddès, enseignant à la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis (FSJPST), a eu une intervention sur la législation tunisienne en matière de protection de la vie privée et des données personnelles qui reste, selon lui, à améliorer. M. Gaddès s'est penché essentiellement sur le rôle de l'Instance Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel (INPDCP). Il s'est interrogé sur le silence de cette instance malgré le rôle important qu'elle devrait jouer. M. Gaddès a ensuite appelé à la révision de quelques lois notamment la loi organique n°2004 - 63 du 27 juillet 2004. Toutes les lacunes de cette loi ont été présentées ainsi que les modifications qui devraient être introduites afin de la rendre conforme avec les bonnes pratiques et de garantir un bon fonctionnement de l'INPDCP ainsi qu'à l'application de cette loi.

Mme Sophie Khwasny, du Conseil de l'Europe a assuré un exposé sur la Convention 108 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et sa portée internationale et M. Walid Naffati, CEO de THD s'est exprimé sur la question de la sensibilisation du grand public sur la protection de la vie privée et des données personnelles surtout avec la prolifération des applications et réseaux sociaux (facebook, twitter, Foursquare etc) et les problématiques de respect du principe de protection des données privées qu'ils ne cessent de soulever.

M. Mohamed Said Ouerghi, professeur, à l'École Nationale des Sciences de l'Informatique (ENSI), a traité de la notion de *privacy by design* (ou le respect de la vie privée dès la conception) qui signifie la prise en compte dès le début, des exigences, en matière de protection de la sphère privée, des données et l'intégration des outils de protection adéquat, au lieu de les ajouter ultérieurement sous forme de compléments. Cette notion devient, selon M. Ouerghi, plus qu'importante avec toutes les problématiques de

respects de la vie privée que la société moderne connaît actuellement.

Atelier 4 : Internet comme levier de croissance et de développement économique

Le dernier Atelier programmé à l'occasion de la session 2013 du Forum National de la gouvernance Internet s'est penché sur les opportunités qu'apporte Internet en tant que levier de croissance et de développement économique. Il a été organisé par la Chambre Nationale Syndicale des Sociétés de Service et d'Ingénierie Informatique (l'INFOTICA). Il a été présidé par M. Kais Sellami, président de la fédération nationale des technologies de l'information et membre du bureau exécutif de l'UTICA qui a assuré le mot d'ouverture de cet atelier en mettant en avant les nouvelles opportunités apportées par Internet dans le B2B à travers des innovations telles que le *cloud computing*, le *big data*, etc. M. Kais Sellami a ensuite passé la parole à M. Lazhar Bennour directeur du développement du commerce électronique et de l'économie immatérielle au ministère du commerce et de l'artisanat. M. Lazhar a débuté sa présentation par des chiffres clé sur le commerce électronique en Tunisie. Il a ensuite mis l'accent sur un certain nombre de contraintes qui freinent le bon développement des services en ligne tels que les problématiques de paiement en ligne et de contrefaçon. Il s'est adressé particulièrement aux membres de la fédération en les invitant à réfléchir sérieusement sur ces problèmes afin d'y trouver les solutions adéquates. Par la suite, M. Karim Ahres président de l'INFOTICA a pris la parole pour s'intéresser aux facteurs qui, selon lui, contribueraient à l'émergence des services en lignes pour le développement économique durable. Il a cité en premier lieu le rôle important que peuvent jouer les services publics à travers une vision stratégique claire et une réglementation souple et clairvoyante. Ensuite, il a indiqué que la convergence technologique constitue un facteur assez important pour favoriser une bonne gouvernance d'Internet. Il a appelé à ce niveau le régulateur à favoriser cette notion et faciliter son application sur terrain afin de permettre aux opérateurs d'atteindre le niveau de compétitivité requis. M. Hatem Zhgal est ensuite intervenu pour présenter l'expérience de l'opérateur qu'il représente (Tunisian) en tant qu'opérateur global dans le développement efficace d'Internet à l'échelle nationale et ce, en citant les chiffres les plus importants en rapport avec ce secteur.

Session de clôture :

La session de clôture modérée par M. Mohamed Ben Amor chargé de Mission auprès du Ministre des Technologies de l'Information et de la Communication a été l'occasion pour la lecture des rapports de sessions élaborés par les rapporteurs respectifs désignés pour chaque session et pour féliciter tous les participants et organisateurs de cette journée. M. Mohamed Ben Amor a transmis aux présents les excuses de M. le Ministre qui devait clôturer les travaux de l'IGF 2013 et a exprimé dans son discours le soutien des pouvoirs publics et leurs encouragements de cette initiative nationale et a souhaité une bonne continuation à ses travaux.

Annexe :

Programme de la journée de l'IGF national Session 2013

8h30 – 9h00	Accueil des participants et inscriptions	
	Salle Crystal	Salle EMERALD
9h00 – 10h00	<p>Session plénière introductive Modératrice : Wafa Dahmani Zaafour, Chef Département ressources rares, ATI et Vice Présidente du MAG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Farouk Kamoun, Professeur, Président de SESAME et Président du MAG: Mot de bienvenue et ouverture • Ridha Guellouz, Président de l'ATTIC et membre du MAG: Genèse des IGF, évolution et principes • Mohamed Ben Amor, Conseiller auprès du Ministre des TIC: Rôle des gouvernements dans l'appui des IGF nationaux • Khaled Koubaa, Manager chargé des relations publiques et gouvernementales Région Nord Afrique, Google, et membre du MAG: IGF, dimension multi acteurs: approche technique 	
10h00 – 10h30	Pause café	
10h30 – 12h30	<p>Workshop 1 : La gouvernance d'Internet organisé par ISOC Tunisie Modérateur : Mondher Laabidi, ISOC, Président et membre du MAG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fahd Batayneh, ICANN, Coordinateur région moyen orient : IGF : format et enjeux • Khaled Koubaa, Google, Manager chargé des relations publiques et gouvernementales Région Nord Afrique et membre du MAG: Rôle des acteurs dans la gouvernance d'Internet • Atef Loukil, OneTech, Business Development Manager et membre du MAG: Impact de la gouvernance sur le développement de l'Internet • Sihem Trabelsi, INTT, Chef de la division QoS et Internet et membre du MAG : L'implication de la Tunisie dans les institutions internationales de la gouvernance d'Internet Rapporteurs • Mehrez ESSAFI, Laboratoire RIADI, chercheur 	<p>Workshop 2 : L'Internet est il un service public ? organisé par la FMAI Modérateur : Kamel Saadaoui, INTT, Président</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tijani Ben Jemaa, FMAI, Directeur Exécutif : Accès à Internet pour tous (Contenu/connectivité) • Wafa Dahmani Zaafour, Chef Département ressources rares, ATI et Vice Présidente du MAG: Comment développer l'Internet ? Une stratégie nationale ? • Fatma Kilani, Expert en Communication Web et Multimédia : Liberté d'expression sur Internet • Khadija Rammeh Maitre assistant, EABA: Sécurité des utilisateurs et Confidentialité des données Rapporteurs • Sofia Guerfali, FMAI.
12h30 – 14h00	Déjeuner	
14h00 – 16h00	<p>Workshop3 : Internet en Tunisie : droits et obligations organisé par le laboratoire LIP6 - CNRS/UPMC Sorbonne Universités Modératrice : Meryem Marzouki, Chercheuse CNRS & UPMC Sorbonne Universités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chawki Gaddes, Enseignant, Université de Carthage, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales • Welid Naffati, CEO, "Tunisie Haut Débit" • Mohamed Said Ouerghi, Professeur, Ecole Nationale des Sciences de l'Informatique • Majed Sfar, Tunisie Télécom • Mokhtar Yahyaoui, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données à caractère personnel Rapporteurs • Rafik Dammak, NTT Communications • Meryem Marzouki, Chercheuse, CNRS & UPMC Sorbonne Universités 	<p>Workshop 4 : Internet comme levier de croissance et de développement économique organisé par l'INFOTICA Modérateur : Kais Sellami, Président de la Fédération Nationale des Technologies de l'Information et Membre du Bureau Exécutif de l'UTICA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Karim Ahres, Président de la Chambre syndicale Nationale des SSII (INFOTICA) (UTICA) • Khalil Zahouani, Vice-président de la Chambre syndicale Nationale des SSII (INFOTICA) (UTICA) • Hatem Zghal, Tunisiana/TUNET, Chef de service Avant-Vente et Développement de Solutions Fixe Entreprises • Lazhar Bannour, Directeur du Développement du Commerce Électronique et de l'Économie Immatérielle, Ministère du Commerce et de l'Artisanat
16h00 - 16h30	Pause café	
16h30 - 17h30	<p>Session de clôture Modérée par Farouk Kamoun, Professeur, Président de SESAME et Président du MAG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lecture des rapports des sessions • Débat général: Panel des modérateurs • Mot de clôture par M. Mongi Marzouk Ministre des Technologies de l'Information et de la Communication 	